

Les emplois de solidarité ont coûté 27 millions en 2013

TRANSPARENCE • L'Etat de Genève consent enfin à livrer au «Courrier» le bilan chiffré du système EdS. Il en ressort que le gros du tissu associatif repose sur ce dispositif.

PAULINE CANCELA

La messe est enfin dite. Après des mois de blocage, l'Etat de Genève consent à faire œuvre de transparence concernant le système des emplois de solidarité (EdS), cette mesure cantonale destinée aux chômeurs en fin de droit ainsi qu'aux bénéficiaires de l'aide sociale. Le *Courrier* a récemment obtenu le nombre d'EdS et les montants alloués à chacune des organisations partenaires, demandés cet automne, grâce à un recours invoquant la loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données (LIPAD).

Comme le montre notre tableau, soixante-deux entités se sont donc partagé un peu plus de 27 millions de francs en 2013, selon les chiffres du Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé (DEAS). C'est l'Office cantonal de l'emploi, via le Service des EdS, qui finance jusqu'à 80% des salaires plafonnés par la loi (à 3225.- et 3725.- pour la majorité). Le reste est assumé par l'organisation partenaire et négocié au cas par cas.

Depuis l'été 2013, l'avenir de ces jobs à durée indéterminée conçus comme un pont vers la réinsertion professionnelle est devenu incertain. La grève des employés de l'association Partage, soutenue par le syndicat SIT, a mis en lumière les écueils du système.

C'est à cette occasion que nous avons souhaité en savoir davantage sur les bénéficiaires du programme. Car comme le rappelle la coprésidente du syndicat Manuela Cattani, «le contrôle du dispositif est lacunaire et les risques de sous-enchère salariale sont élevés. Il s'agit souvent de véritables emplois qu'il faut pérenniser, surtout lorsqu'il est question d'externaliser des tâches publiques telles que la garde d'enfants ou la levée des ordures».

7,5 millions de francs pour Pro Juventute

Même l'Etat s'avoue moyennement satisfait, étant donné un taux de retour à l'emploi très faible (10%). Aujourd'hui, le nouveau conseiller d'Etat chargé du dossier, le MCG Mauro Poggia, s'apprête à ajuster la mesure (lire ci-contre). Il assure que le Service des EdS a durci sa surveillance depuis l'automne et qu'une vingtaine d'entreprises sociales ont été écartées. Ceci explique peut-être que le nombre d'EdS a subitement chuté de 150 unités à la fin de l'année.

Reste qu'en 2013, il y en avait 870 en activité. C'est Pro Juventute qui a «raflé la mise» avec 205 EdS et 7,5 millions de francs reçus de l'Etat, soit près de 75% du budget de l'association. Pas étonnant puisque l'association gère notamment, et sur demande de l'Etat, l'important dispositif de garde d'enfants Mary Poppins (150 EdS) et celui des assistants à

de 3,5 millions de l'Etat pour une centaine d'EdS, soit un quart de ses employés, actifs autant dans la réinsertion qu'à des postes administratifs ou d'encadrement.

Le tissu associatif «captif»

On compte aussi Genève-roule, Réalise, Partage, Caddie Service, ou encore... T-Interactions. Cette organisation peu connue du public emploie une trentaine de personnes en EdS dans une dizaine d'entreprises solidaires, comme les Yourtes à fondue, le restaurant Pyramus ou les Glaces Inuit à Baby Plage.

Il reste toujours 21 EdS actifs dans les musées et les bibliothèques de la Ville de Genève. Ceux-ci continuent d'être fournis par Attraction en attendant que la Municipalité les intègre à son personnel. Au niveau culturel, le Musée d'art moderne et contemporain (MAMCO) ainsi que le Musée des Suisses dans le monde (Domaine du château de Penthes) comptent également sur une poignée d'emplois de solidarité.

Le gros de la liste fait ensuite état de petites associations principalement actives dans le social, le sport ou la culture, qui se contentent d'un ou deux postes. Reste un certain nombre de petites entités plus ou moins connues du public au sujet desquelles l'Etat n'a pas souhaité communiquer de détails au nom de la protection de la sphère privée. Mais Mauro Poggia nous le confirme: toutes les organisations sont en conformité avec la philosophie des EdS.

Pour Cornelia Hummel, spécialiste du dossier à Solidarités, ces données montrent tout de même la limite du système. «Les emplois de solidarité sont venus compenser la réduction des



La grève des employés de l'association Partage a mis en lumière les écueils du système des emplois de solidarité.

JEAN-PATRICK DI SILVESTRO

Tableau récapitulatif - Partenaires EdS 2013

Chiffres basés sur les informations disponibles au 14.01.2014, source: DEAS

Nombre de postes EdS occupés en 2013	ORGANISATIONS (62)	Montants alloués par l'Etat en 2013
non communiqué	Handicap mental, Aspasie, Journal Le Lancéen, Softweb, Accademia d'Archi, Ludothèque de Lancy, Centre LAVI, Lecture et Compagnie, Le Balafon, Genève Volley, Cappella Genevensis, FC Aire, La Libellule, le Refuge de Darwyn, la Maison de Tara, Club en fauteuil roulant, Mouvement des aînés	non communiqué
1	Fondation Ensemble, Vires, Découvrir, Association genevoise des auberges de jeunesse, la Bulle d'air, Association pour le bien des aveugles et des malvoyants, Au Cœur des Grottes, Club suisse de la presse, Groupe de liaison des associations de jeunesse, Initiatives et changements International, Trial	< 50'000
2-5	IMAD, Association pour la sensibilisation au développement durable, Thaïs, Enfants du monde, l'Orangerie, Fase, ICV, Volontaires, Trajets, Service social international, MAMCO, Carrefour-rue	50'000 - 185'000
6-20	Carte Blanche, ZI Pro Mobilité, Aigues-Vertes, SGIPA, Musée des Suisses dans le monde (Château de Penthes), Sos-Femmes, Clair Bois, Bienvenue!, Unions chrétiennes, Certis (Interim), Foyer-Handicap, Fondation Agir	120'000 - 465'000
21-50	CSP, Attraction (Musées), Réalise, T-Interactions (Yourtes à fondue, etc.), Caritas, PRO, Genève-roule	655'000 - 1'225'000
> 50	Partage, Etablissements publics pour l'intégration, Caddie Service, Croix-Rouge, Pro Juventute (Mary Poppins)	1'570'000 - 7'500'000
870		27'165'816

TROIS QUESTIONS À...

Mauro Poggia



A la tête du Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé, le nouveau conseiller d'Etat MCG Mauro Poggia a récupéré le dossier EdS.

1. Quelles mesures comptez-vous prendre concernant les EdS?

Aucune décision n'a encore été prise si ce n'est que je ne vais pas supprimer cette mesure qui est une chance

2. Comptez-vous revaloriser les salaires?

Une forme de revalorisation salariale, actuellement en discussion au parlement, n'est pas exclue, notamment pour les personnes proches de la retraite. Mais il faut savoir que cela reviendrait à l'Etat de l'assumer, car les partenaires sont au maximum de leurs capacités financières. Et cela comporte le risque de limiter l'incitation à retrouver un emploi.

Retards du CEVA: vers une séance parlementaire extraordinaire?

POLITIQUE • Le MCG et l'UDC accusent François Longchamp d'avoir retenu l'annonce des retards.

Longchamp, démission! L'UDC et le MCG ne sont pas satisfaits des réponses données par le Conseil d'Etat à propos du retard pris par le chantier du CEVA. Les deux formations ont annoncé hier vouloir la tenue d'une séance extraordinaire du parlement genevois pour faire la lumière sur cette affaire et accessoirement demander la tête de François Longchamp.

L'UDC et le MCG soupçonnent le gouvernement de vouloir cacher la vérité sur l'ampleur du retard pris par les travaux et sur «le coût que cela va impliquer pour les Genevois». Eric Stauffer a articulé hier un surcoût évalué à 1 milliard de francs (pour un chantier devisé à 1,6 milliard, dont 44% sont à la charge du canton).

La mise en service du CEVA, la ligne ferroviaire entre Cornavin, les Eaux-Vives et Anemasse (F), a été repoussée récemment de près de deux ans, la nouvelle échéance étant fixée à fin 2019. Une partie du report est due aux recours déposés contre ce projet. Et des problèmes rencontrés lors du percement du tunnel de Champel rendent désormais impossible le rattrapage de ce retard, selon le Conseil d'Etat.

Cette situation n'a pour l'instant aucune répercussion financière, estime encore l'exécutif. Des économies sont réalisées sur d'autres tronçons du chantier, où le prix des travaux est moins élevé que prévu. Et pour l'heure, le gros des retards est dû aux recours (11 mois) et à la nouvelle planification qui en a découlé (8 mois).

Quant à l'accusation d'avoir caché des éléments, François Longchamp maintient sa position: le fait de devoir compter sur des retards était public et avait été évoqué avant les élections. L'évaluation exacte de ce retard ne serait intervenue qu'ultérieurement et en deux temps: à savoir au mois de novembre, puis en février avec une réévaluation à la hausse. Le Conseil d'Etat se déclare en outre prêt à mettre à plat tous ces éléments devant le Grand Conseil.

Pour pouvoir convoquer une séance extraordinaire du Grand Conseil, le MCG et l'UDC devront obtenir la signature de 30 députés. Or, les deux partis disposent ensemble de 31 élus au parlement. M. Stauffer suggère la création d'une commission d'enquête parlementaire. La commission de contrôle et de gestion serait également une piste de saisine possible. ATS/PBH

EN BREF

CINÉMA Avant-première ce soir au Bio autour de l'Inde

Le cinéma carougeois Bio convie ce soir à la projection d'une avant-première du film *Millions Can Walk* de Christoph Schaub et Kamal Musale, en présence du réalisateur Kamal Musale. Ce long métrage dont le titre signifie en français «Des millions de gens peuvent marcher» retrace une marche de protestation de 400 kilomètres organisée par des aborigènes de l'Inde, les *adivasis*, en direction de la capitale indienne New Delhi.

